

Le fameux discours d'Enoch Powell sur l'immigration



Le discours « Fleuves de sang » d'Enoch Powell

Voici le texte intégral du discours d'Enoch Powell intitulé « Rivers of Blood » (Fleuves de sang), prononcé lors d'une réunion de l'Association conservatrice à Birmingham le 20 avril 1968.

[Source :
<https://www.telegraph.co.uk/comment/3643823/Enoch-Powells-Rivers-of-Blood-speech.html>]

[Illustration : Allan Warren – Travail personnel, CC BY-SA 3.0,
<https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=13721986> (extrait)]

La fonction suprême de l'homme d'État est de se prémunir contre les maux évitables. En cherchant à le faire, il se heurte à des obstacles profondément ancrés dans la nature humaine.

L'un d'eux est que, dans l'ordre même des choses, ces maux ne sont pas démontrables tant qu'ils ne se sont pas produits : à chaque étape de leur apparition, il est possible de douter et de contester qu'ils soient réels ou imaginaires. De même, ils n'attirent guère l'attention par rapport aux problèmes actuels, qui sont à la fois incontestables et urgents, d'où la tentation de toute politique de se préoccuper du présent immédiat au détriment de l'avenir.

Surtout, les gens sont enclins à confondre la prévision des troubles avec la cause des troubles et même avec le désir des troubles : « Si seulement, aiment-ils à penser, si seulement les gens n'en parlaient pas, cela n'arriverait probablement pas ».

Cette habitude remonte peut-être à la croyance primitive selon laquelle le mot et la chose, le nom et l'objet sont identiques.

Quoi qu'il en soit, la discussion de maux futurs graves, mais avec l'effort

d'aujourd'hui, évitables est l'occupation la plus impopulaire et en même temps la plus nécessaire pour l'homme politique. Ceux qui s'y soustraient sciemment méritent, et souvent reçoivent, les malédictions de leurs successeurs.

Il y a une semaine ou deux, j'ai entamé une conversation avec un électeur, un travailleur d'âge moyen, tout à fait ordinaire, employé dans l'une de nos industries nationalisées.

Après une phrase ou deux sur le temps qu'il faisait, il a soudain déclaré : « Si j'avais l'argent pour partir, je ne resterais pas dans ce pays ». J'ai répondu de manière dépréciative que même ce gouvernement ne durerait pas éternellement, mais il n'en a pas tenu compte et a continué : « J'ai trois enfants, qui sont tous passés par l'école primaire et dont deux sont maintenant mariés et ont une famille. Je ne serai pas satisfait tant que je ne les aurai pas tous vus s'installer à l'étranger. Dans ce pays, dans 15 ou 20 ans, l'homme noir aura le dessus sur l'homme blanc ».

J'entends déjà le concert d'exécration. Comment oserais-je dire une chose aussi horrible ? Comment oserais-je semer le trouble et attiser les sentiments en répétant une telle conversation ?

La réponse est que je n'ai pas le droit de ne pas le faire. Voici un Anglais honnête et ordinaire qui, en plein jour, dans ma propre ville, me dit, à moi, son député, que son pays ne vaudra pas la peine d'être habité par ses enfants.

Je n'ai tout simplement pas le droit de hausser les épaules et de penser à autre chose. Ce qu'il dit, des milliers et des centaines de milliers de personnes le disent et le pensent – pas dans toute la Grande-Bretagne, peut-être, mais dans les régions qui subissent déjà une transformation totale sans équivalent dans les mille ans d'histoire de l'Angleterre.

Dans 15 ou 20 ans, si les tendances actuelles se maintiennent, il y aura dans ce pays trois millions et demi d'immigrants du Commonwealth et leurs descendants. Ce n'est pas mon chiffre. C'est le chiffre officiel donné au Parlement par le porte-parole du bureau du Directeur de l'état civil.

[Voir aussi :

L'immigration au Royaume-Uni est favorisée par le Commonwealth]

Il n'existe pas de chiffre officiel comparable pour l'an 2000, mais il doit être de l'ordre de cinq à sept millions, soit environ un dixième de la population totale, et proche de celle du Grand Londres. Bien entendu, elle ne sera pas répartie uniformément de Margate à Aberystwyth et de Penzance à Aberdeen. Des zones entières, des villes et des parties de villes dans toute l'Angleterre seront occupées par des sections de la population immigrée et descendante d'immigrés.

Au fil du temps, la proportion de ce total qui sont des descendants d'immigrés, ceux qui sont nés en Angleterre, qui sont arrivés ici exactement par le même chemin que le reste d'entre nous, augmentera rapidement. En 1985 déjà, ceux nés en Angleterre devraient constituer la majorité. C'est ce fait qui crée l'extrême urgence d'une action immédiate, de ce type d'action qui est le plus difficile à prendre pour les hommes politiques, une action où les difficultés se situent dans le présent, mais où les maux à prévenir ou à minimiser se situent plusieurs législatures plus tard.

La première question naturelle et rationnelle que se pose une nation confrontée à une telle perspective est de demander : « Comment peut-on en réduire les dimensions ? » S'il n'est pas totalement évitable, il peut être limité, en gardant à l'esprit que les chiffres sont essentiels : l'importance et les conséquences d'un élément étranger introduit dans un pays ou une population sont profondément différentes selon que cet élément représente 1 % ou 10 %.

Les réponses à cette question simple et rationnelle sont tout aussi simples et rationnelles : en stoppant, ou en stoppant presque tout nouvel afflux, et en encourageant un maximum de sorties. Ces deux réponses font partie de la politique officielle du parti conservateur.

Il est à peine croyable qu'en ce moment, 20 ou 30 enfants immigrés supplémentaires arrivent chaque semaine de l'étranger dans la seule ville de Wolverhampton – ce qui signifie 15 ou 20 familles supplémentaires dans une décennie ou deux. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d'abord fous. Nous devons être fous, littéralement fous, en tant que nation, pour permettre l'arrivée annuelle de quelque 50 000 personnes à charge, qui sont pour la plupart le matériau de la croissance future de la population issue de l'immigration. C'est comme observer une nation occupée à dresser son propre bûcher funéraire. Nous sommes tellement fous que nous permettons à des célibataires d'immigrer pour fonder une famille avec des époux et des fiancés qu'ils n'ont jamais vus.

Il ne faut pas croire que le flux de personnes à charge va automatiquement se tarir. Au contraire, même au taux d'admission actuel de seulement 5 000 personnes par an, il y a suffisamment de place pour 25 000 personnes à charge supplémentaires par an et à l'infini, sans tenir compte de l'énorme réservoir de relations existantes dans ce pays – et je ne tiens absolument pas compte des entrées frauduleuses. Dans ces conditions, il ne peut être question que de réduire immédiatement à des proportions négligeables l'afflux total pour le peuplement et de prendre sans délai les mesures législatives et administratives qui s'imposent.

J'insiste sur les mots « pour le peuplement ». Cela n'a rien à voir avec l'entrée dans ce pays de citoyens du Commonwealth, pas plus que d'étrangers, dans le but d'étudier ou d'améliorer leurs qualifications, comme (par exemple) les médecins du Commonwealth qui, au profit de leur propre pays, ont permis à notre service hospitalier de se développer plus rapidement qu'il n'aurait été possible autrement. Ils ne sont pas et n'ont jamais été des

immigrants.

J'en viens à la réémigration. Si toute immigration cessait demain, le taux de croissance de la population immigrée et descendante d'immigrés serait considérablement réduit, mais la taille future de cet élément de la population n'affecterait pas le caractère fondamental du danger national. Ce problème ne peut être résolu que si une proportion considérable de la population totale comprend encore des personnes qui sont entrées dans notre pays au cours des dix dernières années environ.

D'où l'urgence de mettre en œuvre dès maintenant le deuxième élément de la politique du parti conservateur :
l'encouragement à la réémigration.

Personne ne peut estimer le nombre de personnes qui, avec une aide généreuse, choisiraient soit de retourner dans leur pays d'origine, soit d'aller dans d'autres pays désireux d'accueillir la main-d'œuvre et les compétences qu'ils représentent.

Personne ne le sait, car aucune politique de ce type n'a encore été tentée. Je peux seulement dire que, même à l'heure actuelle, des immigrants de ma propre circonscription viennent de temps en temps me demander si je peux leur trouver une aide pour rentrer chez eux. Si une telle politique était adoptée et poursuivie avec la détermination que la gravité de l'alternative justifie, l'exode qui en résulterait pourrait modifier sensiblement les perspectives.

Le troisième élément de la politique du parti conservateur est que tous ceux qui sont dans ce pays en tant que citoyens doivent être égaux devant la loi et qu'aucune discrimination ou différence ne doit être faite entre eux par les autorités publiques. Comme l'a dit M. Heath, il n'y aura pas de « citoyens de première classe » et de « citoyens de seconde classe ». Cela ne signifie pas que l'immigrant et ses descendants doivent être élevés au rang de classe privilégiée ou spéciale ou que le citoyen doit être privé de son droit de faire une distinction dans la gestion de ses propres affaires entre un concitoyen et un autre ou qu'il doit être soumis à une imposition quant aux raisons et aux motifs pour lesquels il s'est comporté d'une manière légale plutôt que d'une autre.

Il n'y a pas de plus grande méconnaissance des réalités que celle qu'entretiennent ceux qui réclament avec véhémence une législation, comme ils l'appellent, « contre la discrimination », qu'il s'agisse d'écrivains du même type et parfois des mêmes journaux qui, année après année, dans les années 30, ont essayé d'aveugler ce pays sur le péril croissant auquel il était confronté, ou d'archevêques qui vivent dans des palais, se débrouillant délicatement avec les draps tirés au-dessus de leur tête. Ils se sont juste trompés et dans les grandes largeurs.

La discrimination et le dénuement, le sentiment d'alarme et le ressentiment ne sont pas le fait de la population immigrée, mais de ceux qui l'ont accueillie et l'accueillent encore.

C'est pourquoi l'adoption d'une législation du type de celle qui est actuellement soumise au Parlement risque de mettre le feu aux poudres. La chose la plus aimable que l'on puisse dire de ceux qui la proposent et la soutiennent est qu'ils ne savent pas ce qu'ils font.

Rien n'est plus trompeur que la comparaison entre l'immigrant du Commonwealth en Grande-Bretagne et le Noir américain. La population noire des États-Unis, qui existait déjà avant que les États-Unis ne deviennent une nation, a commencé littéralement comme esclave et a reçu plus tard le droit de vote et d'autres droits de citoyenneté, qu'elle n'a exercés que graduellement et de manière encore incomplète. L'immigrant du Commonwealth est arrivé en Grande-Bretagne en tant que citoyen à part entière, dans un pays qui ne connaît pas de discrimination entre les citoyens, et il est entré instantanément en possession des droits de tout citoyen, depuis le droit de vote jusqu'au traitement gratuit dans le cadre du Service national de santé.

Les inconvénients auxquels les immigrants étaient confrontés ne provenaient pas de la loi, de la politique publique ou de l'administration, mais des circonstances personnelles et des accidents qui font, et feront toujours, que la fortune et l'expérience d'un homme sont différentes de celles d'un autre.

Mais si, pour l'immigrant, l'entrée dans ce pays représentait l'accès à des privilèges et à des opportunités qu'il recherchait avec impatience, l'impact sur la population existante a été très différent. Pour des raisons qu'ils ne pouvaient pas comprendre, et en application d'une décision par défaut sur laquelle ils n'ont jamais été consultés, les gens se sont retrouvés étrangers dans leur propre pays.

Ils ont vu leurs femmes incapables d'obtenir un lit d'hôpital pour accoucher, leurs enfants incapables d'obtenir une place à l'école, leurs maisons et leurs quartiers changés au point d'être méconnaissables, leurs projets et leurs perspectives d'avenir défaits. Au travail, ils ont constaté que les employeurs hésitaient à appliquer au travailleur immigré les normes de discipline et de compétence exigées du travailleur natif. Ils ont commencé à entendre, au fil du temps, des voix de plus en plus nombreuses qui leur disaient qu'ils étaient désormais les indésirables. Ils apprennent maintenant qu'un privilège à sens unique va être établi par un acte du Parlement. Une loi qui ne peut pas, et n'est pas censée, fonctionner pour les protéger ou réparer leurs griefs va être promulguée pour donner à l'étranger, au mécontent et à l'agent-provocateur le pouvoir de les clouer au pilori pour leurs actions privées.

Dans les centaines de lettres que j'ai reçues la dernière fois que j'ai parlé de ce sujet, il y a deux ou trois mois, il y avait une caractéristique frappante qui était en grande partie nouvelle et que je trouve inquiétante. Tous les membres du Parlement sont habitués au correspondant anonyme typique ; mais ce qui m'a surpris et alarmé, c'est la forte proportion de personnes ordinaires, décentes, sensées, écrivant une lettre rationnelle et souvent bien éduquée, qui pensaient devoir omettre leur adresse parce qu'il était dangereux de s'être engagé par écrit auprès d'un membre du Parlement

partageant les opinions que j'avais exprimées, et qu'ils risquaient des sanctions ou des représailles s'ils étaient connus comme ayant agi de la sorte. Le sentiment d'être une minorité persécutée qui se développe parmi les Anglais ordinaires dans les régions du pays qui sont touchées est quelque chose que ceux qui n'ont pas d'expérience directe peuvent difficilement imaginer.

Je vais permettre à l'une de ces centaines de personnes de parler en mon nom :

« Il y a huit ans, dans une rue respectable de Wolverhampton, une maison a été vendue à un Noir. Aujourd'hui, un seul Blanc (une femme retraitée) y vit. Voici son histoire. Elle a perdu son mari et ses deux fils pendant la guerre. Elle a donc transformé sa maison de sept pièces, son seul bien, en pension de famille. Elle a travaillé dur et s'est bien débrouillée, a remboursé son hypothèque et a commencé à mettre de l'argent de côté pour ses vieux jours. C'est alors que les immigrés s'installent. Avec une crainte grandissante, elle voit les maisons envahies les unes après les autres. La rue tranquille devient un lieu de bruit et de confusion. À regret, ses locataires blancs ont déménagé.

Le lendemain du départ du dernier, elle est réveillée à 7 heures du matin par deux Noirs qui veulent utiliser son téléphone pour contacter leur employeur. Lorsqu'elle a refusé, comme elle l'aurait fait avec n'importe quel étranger à une telle heure, elle a été maltraitée et a craint d'être attaquée si elle n'avait pas eu une chaîne à sa porte. Des familles d'immigrés ont essayé de louer des chambres dans sa maison, mais elle a toujours refusé. Le peu d'argent qu'elle possédait s'est envolé et, après avoir payé les taxes, il lui reste moins de 2 livres sterling par semaine. Elle est allée demander une réduction du taux d'imposition et a été reçue par une jeune fille qui, apprenant qu'elle avait une maison de sept pièces, lui a suggéré d'en louer une partie. Lorsqu'elle a répondu que les seules personnes qu'elle pouvait trouver étaient des Noirs, la jeune fille lui a dit : "Les préjugés raciaux ne vous mèneront nulle part dans ce pays." Elle est donc rentrée chez elle.

Le téléphone est sa bouée de sauvetage. Sa famille paie la facture et l'aide du mieux qu'elle peut. Des immigrants ont proposé d'acheter sa maison – à un prix que le propriétaire potentiel pourrait récupérer auprès de ses locataires en quelques semaines, ou tout au plus en quelques mois. Elle commence à avoir peur de sortir. Les fenêtres sont cassées. Elle trouve des excréments introduits dans sa boîte aux lettres. Quand elle va dans les magasins, elle est suivie par des enfants, de charmants piccaninnies¹ au grand sourire. Ils ne parlent pas anglais, mais ils connaissent un mot. "Raciste", scandent-ils. Lorsque la nouvelle loi sur les relations interraciales sera adoptée, cette femme est convaincue qu'elle ira en prison. A-t-elle vraiment tort ? Je commence à me poser la question. »

L'autre illusion dangereuse dont souffrent ceux qui sont volontairement ou autrement aveugles aux réalités se résume dans le mot « intégration ». S'intégrer à une population, c'est devenir à toutes fins utiles indiscernable de ses autres membres.

Or, en tout temps, lorsqu'il existe des différences physiques marquées, notamment de couleur, l'intégration est difficile, mais pas impossible sur une certaine période. Parmi les immigrants du Commonwealth qui sont venus vivre ici depuis une quinzaine d'années, il y en a des milliers dont le souhait et le but sont de s'intégrer et dont toutes les pensées et tous les efforts vont dans ce sens.

Mais imaginer qu'une telle chose entre dans la tête d'une grande majorité croissante d'immigrés et de leurs descendants est une idée fautive et dangereuse.

Nous sommes à la veille d'un changement. Jusqu'à présent, ce sont les circonstances et les antécédents qui ont rendu l'idée même d'intégration inaccessible à la majeure partie de la population immigrée – parce qu'ils n'ont jamais conçu ou voulu une telle chose, et parce que leur nombre et leur concentration physique signifiaient que les pressions en faveur de l'intégration qui s'exercent normalement sur une petite minorité n'avaient pas lieu d'être.

Aujourd'hui, nous voyons se développer des forces positives qui agissent contre l'intégration, des intérêts particuliers dans la préservation et l'accentuation des différences raciales et religieuses, en vue de l'exercice d'une domination réelle, d'abord sur les autres immigrés, puis sur le reste de la population. Le nuage pas plus gros que la main d'un homme, qui peut si rapidement couvrir le ciel, a été visible récemment à Wolverhampton et a montré des signes de propagation rapide. Les mots que je vais utiliser, tels qu'ils sont apparus dans la presse locale le 17 février, ne sont pas les miens, mais ceux d'un député travailliste qui est ministre dans le gouvernement actuel :

« La campagne menée par "les communautés sikhes" pour maintenir des coutumes inappropriées en Grande-Bretagne est tout à fait regrettable. Travaillant en Grande-Bretagne, en particulier dans les services publics, ils devraient être prêts à accepter les conditions de leur emploi. Revendiquer des droits communautaires spéciaux (ou devrait-on dire des rites ?) conduit à une dangereuse fragmentation de la société. Ce communautarisme est un chancre ; qu'il soit pratiqué par une couleur ou une autre, il doit être fermement condamné. »

Tout le mérite revient à John Stonehouse d'avoir eu la perspicacité de percevoir cela et le courage de le dire.

Pour ces éléments dangereux et semeurs de discorde, la législation proposée

dans le projet de loi sur les relations interraciales est précisément la nourriture dont ils ont besoin pour prospérer. C'est le moyen de montrer que les communautés d'immigrants peuvent s'organiser pour consolider leurs membres, pour faire de l'agitation et des campagnes contre leurs concitoyens, et pour submerger et dominer les autres avec les armes légales que les ignorants et les mal informés leur ont fournies. « Je contemple l'avenir et je suis rempli d'effroi. Comme les Romains, je vois confusément le Tibre écumant de sang ».

Ce phénomène tragique et insoluble que nous observons avec horreur de l'autre côté de l'Atlantique, mais qui est intimement lié à l'histoire et à l'existence des États eux-mêmes, est en train de nous atteindre ici, par notre propre volonté et notre propre négligence. En fait, il est presque arrivé. En termes de chiffres, il prendra des proportions américaines bien avant la fin du siècle.

Seule une action résolue et urgente permettra de l'éviter dès à présent. Je ne sais pas si l'opinion publique aura la volonté d'exiger et d'obtenir cette action. Tout ce que je sais, c'est que voir et ne pas parler serait une grande trahison.

1 Terme offensant pour désigner des enfants noirs – NDT